

AVEUGLEMENT VOLONTAIRE

COMMENT LES CLASSEMENTS DOING BUSINESS
DE LA BANQUE MONDIALE APPAUVRISSENT LES PAYSAN-NE-S



A propos de ce document

Ce rapport a été rédigé par Alice Martin-Prével, Analyste Politique à l'Oakland Institute, avec le soutien éditorial de Frédéric Mousseau, Anuradha Mittal et Martin Kirk (The Rules).

Les opinions et les conclusions exprimées dans cette publication sont celles de l'Oakland Institute et ne reflètent pas les opinions des individus et des organisations qui ont soutenu ce travail.

Graphisme: Design Action , www.designaction.org

Photos de couverture:

A gauche: Vue aérienne de plantations en Zambie. © Anuradha Mittal / Oakland Institute

A droite de haut en bas:

Les tribus de la Vallée de l'Omo sont victimes de déplacement forcé, Kibbish, Ethiopie. © Eric Lafforgue.

Kanimfin Diarra, du village de Samana Dugu au Mali, blessée et arrêtée par la police pour son opposition à l'accaparement des terres. © Joan Baxter / Oakland Institute.

Manifestation contre l'accaparement des terres à Pomio, Papouasie Nouvelle Guinée. © Paul Hilton / Greenpeace.

Quatrième de couverture: Villageois menacés de déplacement forcé, Vallée de l'Omo, Mago, Ethiopie. © Eric Lafforgue.

L'Oakland Institute est un cercle de réflexion dédié à promouvoir la participation citoyenne et un débat équitable sur les questions sociales, économiques et environnementales.

Copyright © 2014 The Oakland Institute

Pour toute information, contacter:

info@oaklandinstitute.org
The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619 USA
www.oaklandinstitute.org

AVEUGLEMENT VOLONTAIRE

COMMENT LES CLASSEMENTS DOING BUSINESS
DE LA BANQUE MONDIALE APPAUVRISSENT LES PAYSAN-NE-S



The Oakland Institute

Resumé

Créée en 1944 dans le but d'agir pour réduire la pauvreté, la Banque Mondiale¹, dont le siège se trouve à Washington, est une institution qui fournit de l'assistance financière et technique ainsi que des services de conseil pour le développement dans les pays pauvres et en transition.

Malgré ces objectifs louables, les activités de la Banque Mondiale ainsi que son influence excessive sur la gouvernance des pays en développement ont soulevé de fortes critiques au cours des années. D'innombrables manifestations ont dénoncé l'agenda néolibéral de la Banque lorsqu'elle imposait des politiques de conditionnalité injustes, des mesures d'austérité niant le droit des personnes à la santé et à l'éducation, soutenait des projets aux conséquences environnementales destructrices ou fournissait un allègement fictif de la dette des pays. Les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) mis en œuvre dans les années 1980 ont appauvri des millions de personnes dans les pays en développement du fait de l'imposition du retrait de l'Etat et de la libéralisation radicale des économies comme conditions nécessaires pour recevoir les prêts de la Banque et du Fonds Monétaire International. Les PAS ont été critiqués de toutes parts par la société civile jusqu'à leur abandon officiel en 2002.

Aujourd'hui, les politiques de la Banque Mondiale restent fondamentalement favorables au secteur privé et reflètent une vision néolibérale de l'économie. C'est notamment le cas dans le secteur agricole, où la Banque prône un modèle industriel et l'intégration des agriculteurs du Sud au marché mondialisé. Le crédo du « commerce plutôt que l'assistance » ('Trade not Aid') a été le moteur des investissements directs étrangers (IDE), mis en avant comme la solution miracle pour aider les pays en développement à se convertir aux méthodes d'agriculture commerciale qui réclament des investissements importants en équipement et intrants.

Alors que près de 80% de la nourriture consommée en Afrique sub-saharienne et en Asie est produite par les paysan-ne-s², la Banque néglige l'importance de l'agriculture familiale pour assurer un développement rural durable et la sécurité alimentaire des pays. L'agriculture familiale est pratiquée sur 80% des exploitations dans le monde en développement³. Ce sont donc les investissements des paysan-ne-s, et non les IDE, qui soutiennent le développement rural et doivent être encouragés. Accentuant sa déconnexion avec les réalités de terrain, la Banque choisit d'ignorer le bilan négatif des IDE dans les pays receveurs. Les collectivités rurales et les petits agriculteurs ont été des victimes récurrentes de projets de « développement » soutenus par les IDE qui ont abouti à d'importants dommages environnementaux, au déplacement forcé des communautés locales, et ont restreint ou définitivement empêché leur accès à la terre et aux ressources qui soutiennent traditionnellement leurs modes de vies⁴.

En 2010, l'Oakland Institute exposait le rôle de la Banque Mondiale qui par le biais de ses politiques de soutien aux grands investissements agricoles a contribué au phénomène

Le classement Doing Business et le « Benchmarking the Business of Agriculture » constituent les versions actuelles des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS).

d'accaparement des terres⁵ et à l'appauvrissement des communautés rurales et des paysan-ne-s⁶. L'un des outils clés de la Banque pour promouvoir l'investissement privé est le classement annuel Doing Business (DB) qui note les pays en fonction de la façon dont leurs lois favorisent, ou non, « le climat des affaires »⁷. Bien que la Banque Mondiale n'ait aucune autorité ni légitimité pour évaluer et classer les nations, l'indicateur DB impacte fortement la gouvernance et les politiques des pays car le classement annuel est suivi de près par les investisseurs du monde entier, influence les financements de la Banque ainsi que ceux d'autres bailleurs de fonds⁸. Par conséquent, le DB pousse les nations à rivaliser dans la dérégulation de leurs économies et l'abandon des exigences sociales et environnementales, dans le but de réaliser une meilleure performance au classement annuel. Bien que le DB ne soit pas directement focalisé sur le secteur agricole, il a pour effet collatéral de faciliter l'accaparement des terres en plaçant pour la « protection des investisseurs » et la réalisation de réformes foncières qui font de la terre un bien commercialisable et facilitent les grandes acquisitions de terres.

Ne tenant absolument pas compte de ces effets néfastes, la Banque Mondiale met en place de nouveaux projets qui amplifient, via les IDE, le pouvoir des entreprises étrangères dans le secteur agricole des pays en développement.

En 2013, la Banque a ainsi lancé le Benchmarking Business de l'Agriculture (BBA), un indicateur se basant en partie sur la méthodologie du DB. Son but officiel est d'« instruire et encourager des réformes politiques conduisant à un secteur agricole plus moderne, reposant principalement sur des exploitations familiales commercialement viables »⁹. Cependant, la Banque ne démontre pas comment les paysan-ne-s bénéficieront de l'évaluation de leur propre secteur agricole. Au contraire, les investisseurs agro-industriels semblent bien être les principaux bénéficiaires de ce projet qui sous-tend la promotion de politiques foncières néolibérales et davantage de dérèglementation des secteurs agricoles. Le classement Doing Business et le Benchmarking the Business of Agriculture encouragent davantage de libéralisation économique au profit d'entreprises privées et au détriment des citoyens des pays en développement.

Ces instruments constituent ainsi les versions actuelles des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Il est urgent d'agir pour mettre un terme au classement DB et pour stopper le développement du BBA, afin de stopper l'accaparement des terres et la dépossession des paysan-ne-s.

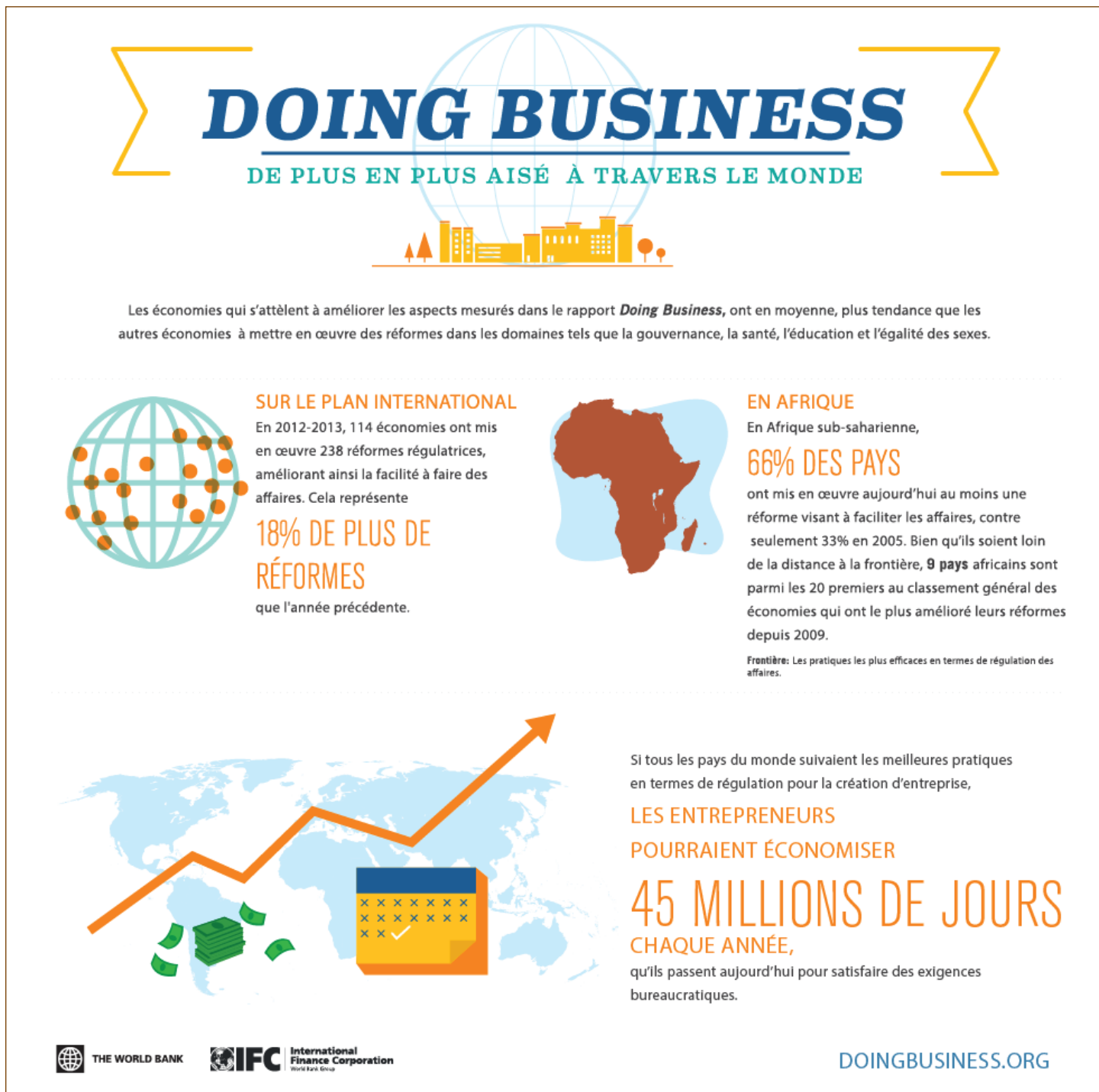


L'agrobusiness au centre de l'agenda agricole de la Banque Mondiale

La stratégie de la Banque Mondiale en matière d'agriculture s'appuie sur un paradigme adopté au début des années 2000 selon lequel le développement rural n'advient que si les paysans ne s'intègrent au marché et aux chaînes de production mondialisées¹⁰. Dans le Rapport sur le Développement Mondial (World Development Report, WDR) de 2008, intitulé « L'Agriculture pour le Développement », la Banque déclare que « le bon fonctionnement des marchés fonciers » est une

condition préalable à l'intégration des petits exploitants dans l'économie mondiale¹¹. Le WDR 2008, ainsi que les « Plans d'Action pour l'Agriculture » (Agricultural Action Plans) 2010-2012 et 2013-2015¹², constituent un puissant plaidoyer pour les réformes foncières et l'adoption généralisée des techniques de l'agriculture industrielle¹³.

Cette stratégie néglige plusieurs réalités fondamentales.



Infographie, Banque Mondiale, 2014, <http://francais.doingbusiness.org/special-features/infograph>

Tout d'abord, les systèmes de droit foncier coutumiers sont fonctionnels et permettent d'assurer un accès équitable à la terre. L'importation sans discernement d'un système « moderne » d'enregistrement des titres de propriété, sans compréhension ni adaptation aux systèmes préexistants, ne peut que conduire à la confusion et créer des tensions, ou même des conflits, autour de l'accès à la terre. Deuxièmement, l'enregistrement des titres de propriété est une procédure complexe et coûteuse que la majorité des pays en développement n'est pas bien équipée pour effectuer, en particulier dans de courts délais. Dans ces circonstances, le risque est de transformer le capital ancestral qu'est la terre en un produit commercialisable mis à la disposition de ceux qui ont le pouvoir et l'argent. Enfin, l'intégration au marché mondial réclame une transformation radicale des modes de production des agriculteurs afin de répondre aux normes dictées par le modèle intensif et les besoins des grandes multinationales, ignorant le fait que la plupart des agriculteurs dit « de subsistance » participent déjà au commerce dans les marchés locaux et régionaux. En plaçant pour l'allocation des terres aux « utilisateurs les plus productifs », la Banque Mondiale prêche en fait pour une large conversion au modèle d'agriculture industrielle intensive. Ce faisant, elle met directement en danger le droit des paysans-ne-s d'accéder à la terre et ne reconnaît pas l'importance réelle de l'agriculture familiale pour le développement rural durable et la sécurité alimentaire des populations.

Cet agenda s'est imposé dans la prolifique production de rapports et d'études de cas sur l'agriculture de la Banque Mondiale. Les publications 2013, parmi lesquelles « Croissance de l'Afrique : Libérer le potentiel du secteur agroalimentaire » (Growing Africa: Unlocking the potential of Agriculture)¹⁴, le « Plan d'Action pour l'Agriculture 2013-2015 » (Agricultural Action Plan)¹⁵, et « Formalisation des droits fonciers en Afrique pour une prospérité partagée » (Securing African Land For Shared Prosperity)¹⁶ présentent les investissements privés comme la solution miracle pour apporter le « développement » aux secteurs agricoles. Le rapport « Croissance de l'Afrique » véhicule l'idée que le continent recèle d'abondantes terres disponibles pour l'exploitation étrangère déclarant que « l'Afrique dispose de plus de la moitié des terres cultivables non utilisées dans le monde, et ses impressionnantes ressources en eau ont été à peine entamées ». Pour mettre à profit ces ressources, le rapport plaide ensuite pour l'octroi de large concessions de terres à des investisseurs privés: « bien que le modèle d'agriculture de subsistance se soit avéré efficace dans la promotion d'un développement équitable, dans certaines situations l'accès à de grandes étendues de terres doit accompagner les investissements agro-industriels »¹⁷. Les publications de la Banque établissent la logique qui conduit aux larges investissements fonciers et démontrent le rôle central de l'institution dans le phénomène mondial d'accaparement des terres¹⁸.

En réponse à la pression exercée par les organisations de la société civile pour mettre fin à son soutien aux grands investissements fonciers¹⁹, la Banque a publié en Avril 2013 une déclaration prometteuse exprimant son inquiétude pour « les paysans, éleveurs et ceux qui n'ont pas le pouvoir de défendre leurs droits »²⁰. Ceux-ci sont « menacés par la vague actuelle de grands investissements fonciers » a déclaré le président de la Banque Dr. Jim Yong Kim²¹, recommandant que l'accès à la terre des populations pauvres soit protégé. Cependant, aucun changement fondamental n'a eu lieu dans la stratégie de l'institution. Au contraire, la Banque Mondiale maintient une politique qui soutient l'agro-business et les grandes exploitations industrielles. Le classement Doing Business, en usage depuis 2002, est un élément clé de cette politique. Il fournit un cadre pour la mise en place de réformes économiques et législatives puis classe les pays en fonction de leur réponse à ces prescriptions. Il pousse les pays à adopter un environnement « favorable » au « climat des affaires », notamment à travers l'adoption de mesures renforçant la protection des investisseurs privés et facilitant leur accès à la terre. En 2013, la Banque a décidé d'aller plus loin dans son rôle de prescripteur des choix politiques des pays en répondant à l'appel du G8 pour élaborer un indicateur spécifique à l'agriculture : Benchmarking the Business of Agriculture (BBA). Le BBA porte spécifiquement sur la notation des secteurs agricoles des pays, évaluant leur compatibilité avec le développement d'une agriculture dite commerciale. Par ce biais, la Banque renforce encore sa position en faveur de l'agrobusiness et s'apprête à exercer davantage de pression sur les gouvernements pour rendre leurs ressources disponibles aux investisseurs étrangers au détriment des paysans-ne-s.



Panneau de l'Agence de Promotion des Investissements à Bamako, Mali.
© Joan Baxter / Oakland Institute



Paysanne de Sierra Leone sur les terres acquises par une entreprise suisse
© Joan Baxter / Oakland Institute

L'Impact du classement Doing Business sur l'agriculture

Actuellement l'indicateur Doing Business évalue et classe 189 pays en fonction de leur performance dans 10 catégories, parmi lesquelles celles sur la « protection des investisseurs », le « transfert de propriété », la « création d'entreprise » et le « paiement des impôts ». Bien que n'étant pas spécifiquement axé sur l'agriculture, le DB a un impact considérable et préjudiciable sur les politiques agricoles, et donc sur la sécurité alimentaire des pays.

CLASSER LES PAYS, OU COMMENT POURSUIVRE LA COURSE À LA DÉRÈGLEMENTATION

Les classements annuels du DB constituent l'une des étoiles les plus brillantes dans la constellation des programmes de la Banque Mondiale. Dès les premières années, ces classements ont bénéficié d'une audience mondiale et d'une large couverture médiatique, acquérant ainsi le statut de « projet vedette » de la Banque²². Selon la Banque, le classement a « servi de catalyseur incomparable pour enclencher des réformes autour du monde des affaires »²³, ayant inspiré environ un quart des 2100 réformes enregistrées depuis sa première publication en 2003²⁴.

Ces dernières années néanmoins de plus en plus d'analystes, même parmi les plus modérés, se sont fait l'écho des nombreux défauts à la fois dans l'idéologie et les pratiques prôchées par

le classement DB. Par exemple, des documents internes ont été divulgués dans lesquelles l'unité juridique de la Banque Mondiale pointe les incohérences du classement. L'unité questionne notamment le fait que les pays de l'OCDE soient toujours relativement bien classés dans le Doing Business, alors même qu'ils n'ont pas réellement « mis en place les réformes préconisées par le rapport »²⁵. Le panel d'experts indépendants désigné en 2013 pour examiner le rapport DB a déclaré que les classements avaient évolué bien au-delà de leur fonction informative originale, et qu'ils étaient devenus un outil prescriptif et normatif servant de référence pour guider les investisseurs et, plus inquiétant encore, guidant les financements de la Banque et d'autres donateurs²⁶. En d'autres termes, les politiques d'investissement des entreprises et des Etats ainsi que l'aide internationale sont désormais liées aux classements DB. Ceci provoque un inévitable nivellement par le bas puisque les pays les plus pauvres sont poussés à rivaliser dans la dérégulation et l'abaissement des garanties environnementales et sociales pour apparaître comme les « bons élèves » du classement. Convaincu du défaut chronique du DB, le panel d'experts a donc recommandé l'abandon total des classements annuels²⁷. La Banque a ignoré cette recommandation et a publié intact le rapport Doing Business 2014.

AU SERVICE DES GRANDES ENTREPRISES

Au-delà du problème des classements annuels, le DB est biaisé à la fois dans son idéologie de base et dans la méthodologie qu'il utilise.

Cette méthodologie repose sur une source d'information très restreinte, aucune étude indépendante n'ayant par ailleurs démontré que les catégories sondées étaient les plus pertinentes dans la lutte contre la pauvreté ni que leur « amélioration » selon les critères du DB avait des résultats macroéconomiques concrets²⁸. Ainsi, les documents internes récemment divulgués transmettent les préoccupations du personnel de la Banque concernant « la manipulation » du classement, la partialité des auteurs et montrent que l'indicateur ignore les effets positifs de la régulation économique²⁹.

De plus, le classement DB postule systématiquement que des procédures administratives accélérées et la diminution des réglementations améliorent le climat des affaires dans les pays³⁰. Il encourage par exemple la simplification et l'uniformisation des processus d'enregistrement des entreprises, négligeant le fait que ces processus sont essentiels pour que les pouvoirs publics puissent assurer leur rôle d'encadrement et de régulation du secteur privé. Le DB risque donc d'entraver l'aptitude des pays à se doter d'institutions efficaces, de lois et de politiques adéquates sur le travail, le secteur privé, la fiscalité, etc.³¹ En dépeignant systématiquement le cadre législatif et administratif comme une contrainte empêchant l'avènement d'un secteur privé prospère —qui est faussement synonyme de développement dans la rhétorique de la Banque Mondiale— le classement DB ne fait que répéter sans nuance l'opinion et la logique néolibérale au service d'intérêts privés.

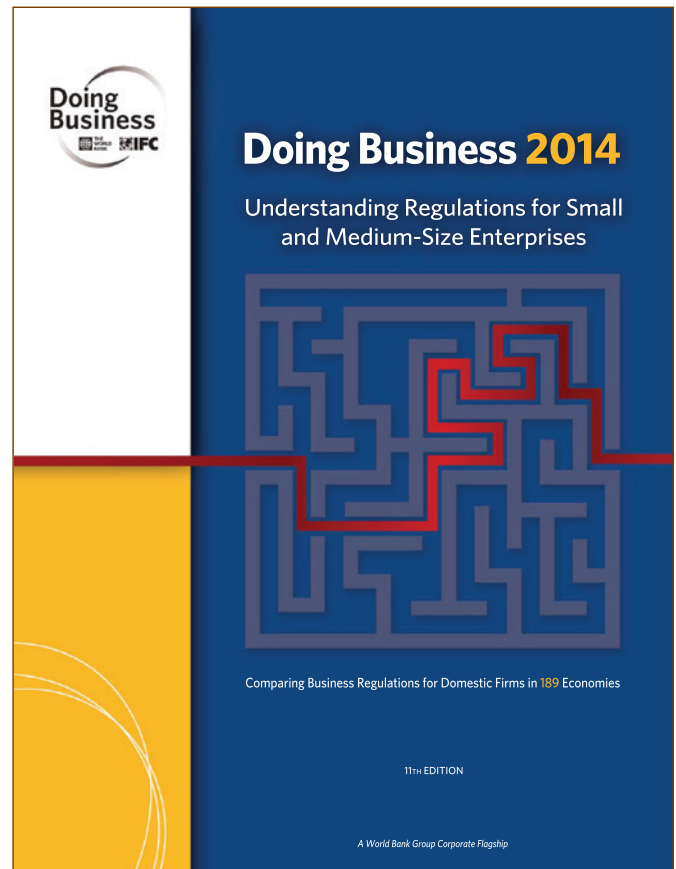
Abaisser les normes pour faciliter les investissements privés dans les pays en développement

En préconisant la création de marchés fonciers, l'adoption de lois favorables aux investisseurs et la libéralisation des économies, le DB fournit le cadre intellectuel et structurel favorisant l'accaparement des terres dans les pays en développement³². En outre, la méthodologie du DB a été utilisée pour créer d'autres indicateurs, tels que le « Investing Across Borders » (IAB), qui tendent à favoriser davantage la mise à disposition des ressources naturelles pour les investisseurs privés. L'IAB évalue dans 87 pays comment les réglementations économiques favorisent ou contraignent les IDE et comprend des catégories telles que « accès à la terre pour établir des activités industrielles », « exécution des contrats fonciers » et « accès à l'information concernant la terre »³³. L'indicateur ajoute des points aux notes des pays qui permettent aux entreprises étrangères de louer la terre, autorisent le transfert rapide de propriété, réduisent les coûts de transaction pour les entreprises étrangères et mettent en place des procédures accélérées pour les demandes de location de terres³⁴.

Il est important de considérer que de telles mesures sont promues à un moment où le phénomène d'accaparement des terres est en pleine expansion dans les pays en développement. En effet, dans un tel contexte, les gouvernements devraient au contraire renforcer leur capacité à contrôler étroitement les investissements étrangers. Or, le DB ou l'IAB « punissent » les pays qui tentent de réglementer les activités des investisseurs et « récompensent » ceux qui laissent libre champs aux IDE, négligeant totalement l'effet de telles politiques sur le respect des droits de l'homme et de l'environnement.

Le Libéria a ainsi fait partie du top-dix des réformateurs du DB 2008-2009 grâce aux mesures prises (avec l'aide de l'unité consultative Doing Business) dans les catégories « Création d'entreprise », « Octroi de permis de construire » et « Commerce transfrontalier ». Son ascension dans le classement DB a conduit à l'accroissement des IDE au Libéria après 2008, parmi lesquels il faut compter les investissements réalisés par les deux géants de la production d'huile de palme, le Malaisien Sime Darby en 2009 et l'Indonésien Golden Agri-Veroleum en 2010, qui ont conduit à la mise à disposition pour les entreprises de millions d'hectares de terres et à la perte de terres agricoles et de ressources naturelles pour les populations locales³⁵.

La Sierra Leone a également été saluée comme l'un des bons élèves du DB, et a vu son classement augmenter de 15 points entre 2008 et 2010 suite à l'adoption de « mesures clés » dans le domaine de la « Protection des investisseurs » (classée 22e dans cette catégorie). Les mesures de 2008 ont cependant principalement consisté en la réduction du fardeau fiscal des entreprises et en l'introduction de taux d'imposition flexibles pour les investisseurs, sans bénéfice pour les citoyens du pays³⁶. Dans le classement DB de 2012, le Cameroun a aussi gagné quatre places (de 165 à 161) car il avait facilité la « Création d'entreprise » en autorisant les entrepreneurs à ne produire qu'une déclaration sur l'honneur au lieu d'une copie sur papier



de leur casier judiciaire³⁷. Plus récemment les Philippines, pays dont près de la moitié des terres ont été cédées à des investisseurs étrangers avec de terribles conséquences sociales et environnementales³⁸, ont été classées parmi les meilleurs élèves du rapport DB 2014³⁹.

En récompensant l'abaissement des standards économiques, environnementaux et sociaux, le Doing Business fournit un cadre essentiel pour faciliter l'entrée des investisseurs dans les pays en développement.

La prochaine étape : Benchmarking the Business of Agriculture

QU'EST-CE QUE LE BENCHMARKING THE BUSINESS OF AGRICULTURE (BBA)?

Le BBA est un indicateur développé par la Banque Mondiale en réponse à la demande du G8 de « créer un index pour noter les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole »⁴⁰. S'appuyant sur la méthodologie du DB⁴¹, il vise officiellement à « instruire et encourager des réformes politiques conduisant à un secteur agricole plus moderne, reposant principalement sur des exploitations familiales commercialement viables »⁴². Grâce au financement de la Fondation Gates, des agences de développement britannique, américaine, danoise et néerlandaise, des études pilotes ont déjà été entamées dans 10 pays (voir encadré 1)⁴³. La Banque Mondiale envisage de mener des enquêtes annuelles pour évaluer la régulation et

les lois dans le secteur agricole (enquêtes Doing Business in Agriculture, DBA). Le projet BBA s'appuiera aussi sur des études plus approfondies, les Deep Dives (DD), pour évaluer les politiques qui favorisent l'investissement du secteur privé dans l'agriculture.

Le concept du BBA est par essence problématique. Mis à part le fait que le BBA envisage de baser ses enquêtes régulières sur une méthodologie défectueuse, l'évaluation et la comparaison des secteurs agricoles des pays ne répond pas aux besoins des paysans et risque bien plus de bénéficier les entreprises agroalimentaires et investisseurs étrangers qui ont accès à ce type d'information. De plus, le contenu du BBA véhicule des postulats économiques biaisés et se fait l'avocat du modèle d'agriculture industriel sur de grandes exploitations. Ainsi que l'a reconnu le Comité Mondial de la Sécurité Alimentaire en 2011, les paysan-ne-s sont de loin les premiers investisseurs dans le secteur agricole⁴⁴. Par conséquent, améliorer leur capacité d'investissement en leur garantissant un accès sûr à la terre et aux ressources naturelles —accès par ailleurs gravement mis en danger par l'accaparement des terres— devrait être une priorité au lieu de privilégier les mesures en faveur des investisseurs étrangers.

BBA : DES POSTULATS SURANNÉS QUI PORTENT UN NOUVEAU COUP À L'AGRICULTURE FAMILIALE

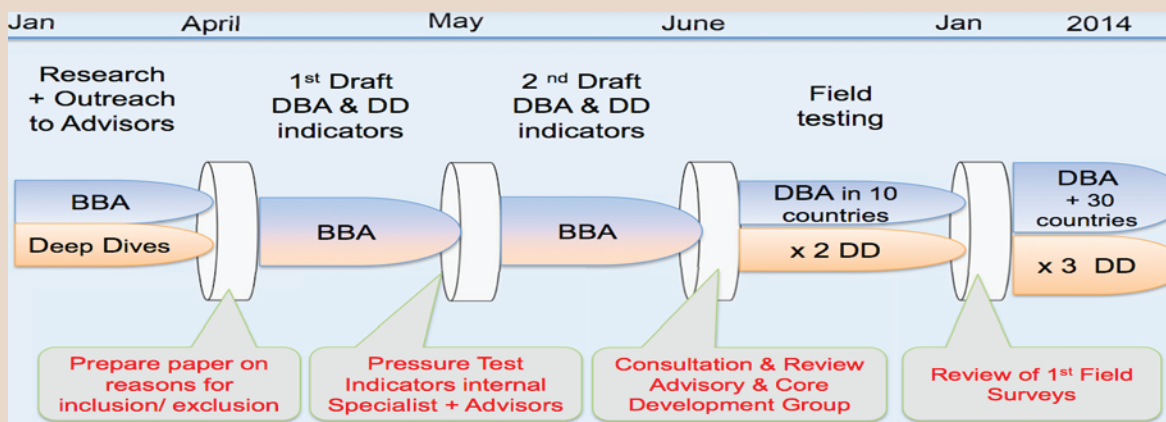
Les mesures du BBA ont été finalisées dans sept domaines (accès aux semences commerciales, aux engrais, à la terre, aux marchés, finance rurale, transport des denrées agricoles et agriculture sous contrat)⁴⁷. Les documents publiés par la Banque Mondiale sur ces différents éléments révèlent les biais manifestes du projet⁴⁸.

Une stratégie sur les intrants et les infrastructures au service de l'agrobusiness

Le BBA encourage la dérèglementation du marché des intrants agricoles (semences et engrais)⁴⁹. Alors qu'il incite les gouvernements à cesser d'intervenir sur ce marché, le BBA les encourage à financer des infrastructures pour le transport des produits agricoles⁵⁰. L'indicateur ignore donc le potentiel des politiques et de l'investissement public, sauf lorsqu'il s'agit de dépenses au service de l'agro-industrie, comme le financement d'infrastructures. La stratégie qui consiste à réduire le rôle des Etats à celui de facilitateurs du marché est très contestable, d'autant plus que le corpus de recherche et de références académiques soutenant la position adoptée par la Banque est

Encadré 1 : Calendrier de mise en œuvre du BBA

- Avril 2012: lors des réunions de printemps de la Banque Mondiale les départements Agriculture and Environmental Services (AES) et Global Indicators and Analysis (GIA) s'unissent pour entamer une réflexion sur le projet Benchmarking the Business of Agriculture.
- Mai 2012: le G8 demande à la Banque Mondiale de « réfléchir aux options pour élaborer un index pour noter les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole ».
- Juin-Décembre 2013: première étape du projet Benchmarking the Business of Agriculture avec le lancement d'études pilotes dans 10 pays (Ruanda, Ethiopie, Mozambique, Ouganda, Maroc, Guatemala, Philippines, Népal, Ukraine et Espagne) pour collecter des données et continuer l'élaboration de l'indicateur.
- Le projet s'intensifiera dans les prochaines étapes afin de développer l'indicateur dans 80 à 100 pays. Huit à dix études multi-pays compléteront le recueil d'information d'ici 2015⁴⁵.



Source: Présentation d'Augusto Lopez-Claro & Graham Dixie, Avril 2013⁴⁶.

très mince. Dans les documents, les références scientifiques sont soit inexistantes (dans le cas du document transport), soit largement biaisées (des recherches produites par la Banque Mondiale ou USAID constituent plus de 70% des références dans les documents sur les intrants). Enfin, en dépit de son objectif affirmé de soutenir l'agriculture durable⁵¹, la Banque Mondiale ne fait aucune référence dans le BBA aux techniques agro-écologiques qui diminuent l'usage d'intrants chimiques, ni ne définit comment les investissements dans l'agriculture durable seront encouragés.

Promouvoir l'adoption globale de l'agriculture sous contrat

Le BBA consacre un indicateur spécifique à l'agriculture sous contrat⁵² qui est la seule option que la Banque envisage pour améliorer l'accès au marché des paysan-ne-s. La Banque promeut la diffusion de ce type d'initiatives et la systématisation des relations entre les paysan-ne-s et les grandes entreprises. Ce faisant, elle choisit d'ignorer les nombreuses autres options possibles pour améliorer l'accès aux marchés (par exemple les coopératives de producteurs, les programmes d'achat public de produits agricoles, les associations de maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), etc.). Elle ignore également les risques de l'agriculture sous contrat, liés aux asymétries d'information et de pouvoir entre les agriculteurs et les grandes entreprises agroalimentaires⁵³.

Une nouvelle poussée pour les réformes foncières

Le document du BBA sur l'« accès à des droits fonciers sûrs » reconnaît que le respect des droits de propriété peut être assuré aussi bien par les systèmes de droit foncier formels que par les systèmes coutumiers. Cependant, il affirme que « les systèmes formels sont nécessaires » si les petits exploitants veulent entrer dans le secteur de l'agriculture commerciale et avoir accès à « des acteurs économiques au-delà de leur entourage proche et connu »⁵⁴. L'indicateur véhicule donc l'idée que les systèmes coutumiers sont « moins efficaces », et encourage les gouvernements à mener des réformes foncières et enregistrer les terres, c'est-à-dire les rendre commercialisables et hypothécables. Le BBA néglige ce risque. Il prévoit de considérer « la facilité d'enregistrer une parcelle pour la première fois », mais ne propose pas d'évaluer, par exemple, si les communautés locales ont été proprement consultées lors de la construction des registres fonciers nationaux.

Conclusion

Il ne fait aucun doute qu'il est primordial d'investir dans l'agriculture et les secteurs connexes pour le développement de pays dont l'économie est principalement rurale. Toutefois, en faisant la promotion inconditionnelle de l'ouverture des secteurs agricoles aux IDE, la Banque Mondiale agit au détriment des petits agriculteurs du Sud. Au cours des dernières années les investissements privés dans l'agriculture ont conduit à l'accaparement de millions d'hectares de terres, privant les communautés locales de leurs ressources fondamentales sans pour autant amener sécurité alimentaire et développement dans les pays concernés. Alors que les récentes initiatives internationales pour réguler les investissements fonciers n'ont abouti qu'à des procédures volontaires qui n'ont pas freiné l'accaparement des terres⁵⁵, le soutien de la Banque Mondiale aux IDE est dangereux et choquant.

Les activités de la Banque Mondiale ont également favorisé l'accaparement des terres en fournissant le cadre intellectuel et législatif qui ouvre l'accès aux terres et aux ressources naturelles des pays en développement aux investisseurs étrangers. Avec des indicateurs tels que le DB et le BBA, la Banque influence fortement la gouvernance des pays. Grâce à la publicité autour du classement et à son utilisation par les bailleurs de fonds, le DB est un levier financier de poids qui dirige activement les flux monétaires vers les pays les plus « performants ». Il crée ainsi une concurrence entre les nations pour abaisser les standards économiques, sociaux et environnementaux. Cette course à la dérèglementation est un des problèmes majeur du DB, tout comme le fait que les « experts » de Washington dictent à la place des citoyens les choix politiques des gouvernements.

Comme l'illustre le projet *Benchmarking the Business of Agriculture*, le secteur agricole est devenu une cible privilégiée d'indicateurs idéologiquement et méthodologiquement biaisés créés par des experts internationaux. Le projet BBA n'apportera vraisemblablement aucun bénéfice concret aux agriculteurs et ne répond certainement pas à leurs besoins. Pire, il risque d'entraver encore davantage le droit à l'expression des petits agriculteurs et de continuer ce que l'indicateur DB a commencé: ouvrir la voie à l'accaparement des terres et à l'exploitation des ressources naturelles par des investisseurs étrangers.

Références Bibliographiques

- 1 Elle se compose de cinq entités : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).
- 2 Vargas-Lundius, Rosemary, "From summit resolutions to farmers' fields: Climate change, food security and smallholder agriculture," Proceedings of the Governing Council, High-Level Panel and Side Events, International Fund for Agricultural Development, 2010. http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf (consulté le 10 janvier 2014).
- 3 José Graziano da Silva, "The family farming revolution," *Al-Ahram Weekly*, 6 février 2014.
- 4 La participation de la Banque Mondiale à des projets de développement néfastes pour les populations locales est tous les jours dénoncée dans les médias et par les communautés victimes. Parmi les exemples les plus récents:
 - Le cas des communautés autochtones expulsées de force d'une zone de conservation financée par la Banque dans la forêt Embobut dans l'ouest du Kenya. <http://www.brettonwoodsproject.org/2014/01/kenya-evictions-freshadowing-future-bank-forest-work> (consulté le 17 janvier 2014).
 - Les millions de dollars de financement accordés par la Banque à une société impliquée dans des conflits fonciers mortels au Honduras. <http://1000.org/2014/01/in-honduras-audit-faults-world-bank-for-deal-with-death-squad-client> (consulté le 17 janvier 2014).
- 5 L'accapement des terres (land grabbing) désigne l'acquisition de grandes étendues de terres agricoles auprès des pays en développement par des entreprises transnationales ou des pays, et au détriment des droits d'accès à la terre des populations locales.
- 6 Daniel, S. et A. Mittal (Mis)investment in Agriculture. The Role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs, Oakland Institute, 2010. <http://www.oaklandinstitute.org/misinvestment-agriculture-role-international-finance-corporation-global-land-grab> (consulté le 16 décembre 2013).
- 7 Banque Mondiale. Doing Business. <http://www.doingbusiness.org> (consulté le 1er décembre 2013).
- 8 Manuel, T. et al. The Independent Panel Review of the Doing Business Report, 2013. <http://www.dbrpanel.org/sites/dbrpanel/files/doing-business-review-panel-report.pdf> (consulté le 3 décembre 2013).
- 9 Dixie, G. et F. Saliola, "Using Key Metrics to Inform Better Agricultural Policies: an Opportunity for a Partnership Between the WBG & the Public, Private & Development Sectors." Banque Mondiale, présentation du 11 octobre 2013
- 10 Peck, A. "The World Bank and Agriculture," Bretton Woods Project, 5 avril 2012
- 11 World Development Report 2008 (Overview) Agriculture for Development. Banque Mondiale, 2007. <http://www.worldbank.icebox.ingenta.com/content/wb/2468> (consulté le 18 novembre 2013).
- 12 World Bank Group Agriculture Action Plan 2010-2012, Implementing Agriculture for Development, Banque Mondiale, 2009. http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/Agriculture_Action_Plan_web.pdf (consulté le 20 novembre 2013); World Bank Group Agriculture Action Plan 2013-2015, Banque Mondiale, 2013. http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2013/03/28/000350881_20130328122947/Rendered/PDF/763040BRoSecM2oOfficialoUseoOnlyo9o.pdf (consulté le 20 novembre 2013).
- 13 Ensemble, les Plans d'Action pour l'Agriculture 2010-2012 et 2013-2015 forment une période d'opérationnalisation du World Development Report 2008 de six ans, reflétant les investissements croissants de la Banque dans l'agriculture et les secteurs connexes (d'une moyenne annuelle de 4,1 milliards de dollars durant l'exercice 2006-2008, on est passé à 7 milliards de dollars annuels en moyenne pour les années 2010-12, et la projection 2013-2015 est comprise entre 8 et 10 milliards par an).
- 14 Il s'agit d'un rapport réalisé par deux départements de la Banque Mondiale : l'AFTFP (Africa Finance & Private Sector Development Department) et l'AFTAI (Africa Region Sustainable Development Department).
- 15 Il s'agit d'un plan de stratégie globale de la Banque Mondiale.
- 16 Il s'agit d'un livre par Frank Byamugisha, spécialiste de la Banque Mondiale sur la question foncière en Afrique, qui a été publié avec le soutien de la Banque et de l'Agence Française pour le Développement.
- 17 Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness, Africa Finance and Private Sector Development Department (AFTFPF)/ Africa Region Sustainable Development Department (AFTAI), Banque Mondiale, 2013. <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf> (consulté le 20 novembre 2013).
- 18 Daniel, S. et A. Mittal, op. cit.
- 19 Ibid. "Call for freeze on World Bank 'land grabs,'" Bretton Woods Project, 6 décembre 2012; "Who's behind the land grabs? A look at some of the people pursuing or supporting large farmland grabs around the world." GRAIN, 2012.
- 20 "Access to Land is Critical for the Poor," Communiqué de Presse de la Banque Mondiale, 2013.
- 21 Ibid.
- 22 Doing Business 2014, Understanding Regulation for Small and Medium-Size Enterprises. Banque Mondiale et Société Financière Internationale (IFI), 2013. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/16204/19984.pdf?sequence=1> (consulté le 15 novembre 2013).
- 23 Doing Business in Agriculture, Banque Mondiale 2013.
- 24 Doing Business 2014, Understanding Regulation for Small and Medium-Size Enterprises, op. cit.
- 25 "A bad business: Bank divisions on Doing Business revealed." Bretton Woods Observer, 2013.
- 26 Manuel, T. et al, op. cit.
- 27 Ibid.
- 28 Doing Business, An Independent Evaluation: Taking the Measure of the World Bank-IFC Doing Business Indicators. Independent Evaluation Group, The World Bank, 2008. http://www.dbrpanel.org/sites/dbrpanel/files/db_evaluation.pdf (consulté le 26 novembre 2013).
- 29 "A bad business: Bank divisions on Doing Business revealed." Bretton Woods Observer, op.cit.
- 30 Arruñada, B., "How doing business jeopardises institutional reform," *European Business Organization Law Review* 10 (2009): 555-574.
- 31 Ibid.
- 32 Daniel, S. et A. Mittal, op. cit.
- 33 "Research methodology for Investing Across Borders," Banque Mondiale. <http://iab.worldbank.org/Methodology> (consulté le 19 décembre 2013).
- 34 Araya, A. K. and D. T. Hofisi. "The Ease of Doing Business and Land Grabbing." LLM paper, Loyola University Chicago, July, 2012 http://works.bepress.com/context/david_hofisi/article/1000/type/native/viewcontent. (consulté le 10 janvier 2014).
- 35 Daniel, S. and A. Mittal, op. cit.; "Land Grabs and human rights violations exposed in Liberia ahead of global development summit," Friends of the Earth International, 1er février, 2013.
- 36 Daniel, S. and A. Mittal, op cit.; "Business reforms in Sierra Leone," Banque Mondiale. <http://www.doingbusiness.org/reforms/overview/economy/sierra-leone> (consulté le 18 novembre 2013).
- 37 Bainkong, Godlove, "Cameroon Stagnates in World Bank Doing Business report," All Africa, 24 octobre 2012.
- 38 "Land grabs in the Philippines: 'It's like they have killed us already,'" Oxfam International, 2012
- 39 Top business reformers from Doing Business 2014," Banque Mondiale <http://www.doingbusiness.org/reforms/top-reformers-2014> (consulté le 20 novembre 2013).
- 40 "Fact Sheet: G-8 Action on Food Security and Nutrition," The White House, press release, 2012.
- 41 Benchmarking the Business of Agriculture, African Smallholder Farmers Group. <http://www.asfg.org.uk/downloads/bba-overview-flyer.pdf> (consulté le 17 octobre 2013).

- 42 “World Bank’s BBA,” African Smallholder Farmers Group, 2013.
- 43 Donateur BBA, Banque Mondiale. <http://bba.worldbank.org/about-us/donors> (consulté le 20 février 2014).
- 44 Policy Roundtable: How to Increase Food Security and Smallholder-sensitive investment in agriculture, Committee on World Food Security (CFS), septembre 2011. <http://www.fao.org/docrep/meeting/o23/mco66e.pdf> (Consulté le 17 janvier 2014).
- 45 “World Bank’s BBA,” op.cit.; “World Bank push for agribusiness in Africa,” *Bretton Woods Observer*, 4 octobre 2013.
- 46 Lopez-Claros, A. and G. Dixie. *Benchmarking the Business of Agriculture*, Banque Mondiale, presentation, Washington D.C., avril 2012. 47 “BBA Methodology,” Banque Mondiale. <http://bba.worldbank.org/methodology> (consulté le 27 février 2014).
- 48 “Snapshot Background Note on Access to Markets,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_MarketsTrade.pdf (consulté le 4 mars 2014); “Snapshot Background Note on Contract Farming,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_ContractFarming.pdf (consulté le 4 mars 2014); “Snapshot Background Note on Access to Agricultural Finance,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Finance.pdf (consulté le 4 mars 2014); “Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Land.pdf (consulté le 4 mars 2014). “Snapshot Background Note on Access to Seed,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Seeds.pdf (consulté le 4 mars 2014). “Snapshot Background Note on Access to Fertilizers,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Fertilizer.pdf (consulté le 4 mars 2014). “Snapshot-Transporting Agricultural Goods,” Banque Mondiale. http://bba.worldbank.org/~media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Transporting-Agricultural-Goods.pdf (consulté le 4 mars 2014).
- 49 “Access to Commercial Seeds” and “Access to Fertilizers,” op. cit.
- 50 “Transporting Agricultural Goods,” op. cit.
- 51 “The World Bank and Agriculture,” op.cit.
- 52 “Snapshot Background Note on Contract Farming,” op.cit.
- 53 *Understanding Land Investment Deals in Africa: The Myth of Job Creation*, Oakland Institute, 2011. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_brief_myth_job_creation_o.pdf (consulté le 7 mars 2014).
- 54 “Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land,” op. cit.
- 55 Deux tentatives récentes pour réguler ces investissements ont été les PRAI (Principes pour des investissements agricoles responsables), et les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. La première a été cooptée par la Banque Mondiale, la FAO, la CNUCED et le FIDA, et accusée de « fournir aux décideurs un mode d’emploi pour détruire la petite paysannerie de manière responsable » (O. De Schutter). Les secondes, produites par le CFS (Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale) sont volontaires, ne comportent pas de mécanismes de sanction et restent « loin des réalités du terrain » (GRAIN).



CATERPILLAR

